L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 MAI 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 24 MAI 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Le désordre dans nos rues.

Nous apprenons que la compagnie du chemin de fer de la ligne St Charles a fait signifier aux entrepreneurs des travaux des rues Bourbon et Royale, d'avoir à en finir avec ces travaux le plus tôt possible; sans quoi, le tout s'achèverait à leurs dépens.

Il est grand temps, en vérité, que l'on prenne des mesures sévères à cet égard ; il est même étonnant que l'on ait tant tardé à montrer les dents.

Nous ne connaissons aucun de ces entrepreneurs; nous ne savons ni qui ils sont ni d'où ils viennent. Mais, franchement, on n'a jamais autant abusé de la patience d'une population. Ce n'est pas depuis quelques semaines, comme on se plaît à le dire, mais depuis des mois, que les rues Royale et Bourbon, et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer, sont trouées, défoncées, encombrées de tas de rails, de planches, de soliveaux, de pavés qui encombrent jusqu'aux trottoirs et exposent les passants à mille accidents, pendant le jour, et rendent ces voies de communications impraticables, la nuit.

Quelques-uns de ces entrepreneurs s'excusent en disant ou en prétendant qu'il leur a été difficile de se procurer plus vite les matériaux nécessaires. Une pareille excuse n'a jamais été valable. Elle est plutôt pour eux une condamnation. A-t-on jamais vu commencer ainsi des travaux, à tort et à travers, sans avoir sous la main les matériaux indispensables ? Ce fait seul prouve que ces messieurs ne connaissent guère leur métier.

En fait, il y a, en ce moment, nous ne savons combien de rues ainsi bouleversées, devenues complètement impraticables. Pourquoi avoir commencé les travaux, de tous les côtés à la fois ? Pourquoi ne les avoir pas concentrés sur quelques îlets qu'il était facile de transformer et de remettre en bon état en une semaine ou deux; puis, ces îlets bien et dûment terminés, de passer à quatre ou cinq autres et ainsi de suite, jusqu'à parfait achèvement de l'entreprise. Personne ne s'en serait plaint, parce que personne n'en eut souffert et n'y eut rien perdu. Jamais travaux publics n'ont été conduits aussi maladroitement et accomplis avec autant de désordre et d'incurie.

Ce que nous redoutions depuis longtemps, est arrivé. Les pluies sont survenues. Combien de temps dureront-elles ? Nous l'ignorons. Mais elles ne disparaîtront que pour laisser le soleil brûlant de Juin darder ses rayons sur toutes ces chaussées éventrées, sur les eaux stagnantes qui remplissent les ruisseaux. Qui sait s'il ne doit pas s'en échapper mille miasmes délétères; si ces pluies continuent longtemps encore, quand tous les travaux qui se poursuivent, tout à la fois, sur l'avenue Howard, dans les rues Baronne, Dryades, Carondelet, Royale, Ste-Anne, seront-ils achevés ? Comprend-on à quoi nous exposent toutes ces maladresses, tous ces désordres ?

JOLI MONDE.

Un certain nombre de voleurs de la haute pègre comparaissent en ce moment devant la cour d'assises de la Seine.

On y rencontre un avocat italien, un ancien officier de marine, un mondain du nom de Lignot, connu dans certains cercles de Paris qui sont certainement des cercles vicieux; un nommé Deroy, chef de la bande, connu sous le nom de marquis d'Origa; une comtesse de Tailleraye, de son vrai nom, disons-le, Clarisse Cousin ; enfin, la recéleuse de la bande n'est autre que Mme Verdier.

La victime est un honnête maraîcher de Villejuif, Lovelace de banlieue, qui avait organisé sa maison en une sorte de Tour de Nesle.

Belle nuit, messeigneurs, pour une orgie à la tour!

Il y a quelque temps dans une de ces fêtes que donnait le maraîcher suburbain à quelques dames de haut parage, le céladon, pour faire le fanfaron, avait eu l'imprudence de montrer un coffret en s'écriant : "C'est là que ma petite fortune!"

Cette parole n'était pas tombée dans l'oreille d'un sourd ; car, quelques jours plus tard, le don Juan potager recevait un billet parfumé, d'après lequel une dame, épiée de ses charmes, lui assignait un rendez-vous.

L'imprudent n'eut, bien entendu, garde d'y manquer.

Or, pendant qu'il s'absentait de chez lui, des voleurs s'y introduisaient et dérobaient le coffret du maraîcher, qui, outre des valeurs en titres et en espèces, contenait ses joyaux de famille.

Et ce sont ces bijoux qui ont fait pincer toute la bande, composé de onze personnes, hommes et femmes ; tant il est vrai de dire qu'il n'y a rien de sacré pour les voleurs.

Au lieu de respecter les joyaux pieusement conservés par le galant maraîcher, les misérables commirent l'indécente inconvenance de les bazarder, et cela suffit à la police pour retrouver la trace des filous, et c'est ainsi que toute la bande, qui semble échappée d'un roman de Ponson du Terrail, fut pincée.

LES FAUSSES NOUVELLES

Est-ce un parti pris ? Nous n'osons l'affirmer ; mais nous avons bonne envie de le croire. Voilà longtemps que nous parcourons fidèlement, chaque matin, les nouvelles que nous envoie le télégraphe ou le cable sur les événements qui se sont passés ou sont censés s'être passés dans l'île de Cube. Chaque matin, nous trouvons deux, trois, quatre dépêches souvent longues, quelquefois très circonstanciées, qui semblent avoir été dictées tout exprès pour se contredire les unes les autres et jeter le doute dans tous les esprits. Le lecteur en est arrivé à ne plus croire à rien de ce qu'on lui raconte, à douter de tout ce qu'il lit. Après avoir parcouru du regard toutes ces dépêches, incohérentes, contradictoires, destinées, les trois quarts du temps, à être démenties le lendemain, il rejette dédaigneusement le journal sur la table, en secouant la tête, en haussant les épaules.

Il n'a pas tout-à-fait tort, le public, en agissant ainsi. Là où commence son erreur, c'est quand il rejette la responsabilité de toutes ces contradictions sur le journaliste qui en est fort innocent, qui en gémit lui-même, mais qui, par devoir professionnel, est obligé de reproduire toutes ces nouvelles fausses, ou adultérées. Il en souffre d'autant plus, qu'il se sent incapable lui-même de porter un jugement sur des faits dont le caractère a été altéré, sur une situation qu'on lui a sciemment, malicieusement dépeinte sous un faux jour.

Cet état de choses est d'autant plus désolant, en ce qui concerne spécialement Cuba, que c'est une île voisine, amie, avec laquelle nous entretenons des relations de tous les jours. La Nouvelle-Orléans, pour ne citer que notre ville, compte parmi ses citoyens, parmi ses résidents, un grand nombre de parents, d'amis personnels des habitants de Cuba. N'est-il pas véritablement odieux d'en être réduit à jeter tantôt l'alarme parmi ces braves gens, tantôt de leur inspirer une fausse confiance ?

Quoi qu'il arrive, on ne peut douter des profondes sympathies que professe, qu'éprouve la Presse Louisianaise pour l'Ile de Cuba, pour sa pacification, pour sa prospérité. Aussi regrettons-nous sincèrement ce qui se passe.

Le service des dépêches est celui qui coûte le plus cher aux journaux ; c'est celui qui contribue le plus à les discréditer.

PARADOXES ET VÉRITÉS.

On parle trop de l'ingratitude de l'enfant. Le don de la vie peut bien être payé en rancune.

L'homme est comme le tigre, que l'on apprivoise un peu, et toujours difficilement, dont on ne change pas les instincts.

Le Discours de M. Carlisle.

Nous avons déjà accusé réception du remarquable discours prononcé à Covington, Kentucky, par l'Hon. M. Carlisle, secrétaire actuel du Trésor, et nous avons déclaré très sincèrement que ce discours résolvait la question, d'ordinaire si maladroitement, si peu délicatement controversée, de l'argent, d'une façon si claire, si nette, qu'exposée par lui, elle était mise à la portée des enfants.

Rien de plus vrai, en effet. Tout son discours se résume en ces quelques mots, que chacun de nous peut comprendre :

Pour estimer, pour évaluer quoi que ce soit, il faut nécessairement recourir à une quantité quelconque prise comme terme de comparaison, et qui sert d'unité pour mesurer soit la longueur, soit la superficie, soit la capacité, soit la pesanteur d'un objet. Il faut partout une unité adoptée, légale, sur laquelle baser toutes ses appréciations. Pour les longueurs, c'est en France le mètre; ici le pied. Pour la pesanteur c'est, ici, la livre; là-bas le gramme avec ses multiples. C'est le mètre ou le pied qui sert à mesurer ma taille, comme c'est le kilogramme ou la livre qui sert à mesurer mon poids.

Il en est de même pour les monnaies. De tout temps, de gré ou de force, il a fallu adopter l'or comme type de tous les moyens d'échange.

Ce n'est ni la fantaisie de celui-ci ni l'intérêt de celui-là qui l'a règlé ainsi ; c'est la nature qui l'a voulu et il a bien fallu s'y soumettre.

Depuis que l'humanité existe, elle a été forcée d'adopter l'or comme étalon monétaire, et tous les efforts qu'elle a pu faire pour changer cet état de choses ont misérablement échoué.

L'or étant naturellement rare—ce qui en fait tout le prix—il ne se prête pas facilement aux petits échanges. On a donc été obligé d'adopter d'autres métaux pour se procurer de la petite monnaie ; et cette monnaie, plus ou moins fractionnelle, n'a de valeur que par rapport à celle de l'or qui reste l'unité monétaire. Si vous jetez dans la circulation dix, quinze, vingt fois plus d'argent que vous n'avez d'or, votre argent vaudra nécessairement dix, quinze, vingt fois moins que votre or. Tout cela revient à l'éternelle question de l'offre et de la demande qui a, de tout temps, fait loi sur tous les marchés du monde.

Plus vous multiplierez votre monnaie d'argent par rapport à l'or, plus elle baissera ; de telle sorte que si le rapport de l'argent à l'or, au lieu d'être de 15 ou de 16 à 1, devient de 30 ou 32 à 1, votre dollar ne vaudra plus que la moitié du dollar d'or. Là où il vous fallait auparavant 1 dollar pour acheter un objet quelconque, il vous en faudra deux, si la monnaie d'argent est doublée ; trois, si elle est triplée. Il y a donc plus à perdre qu'à gagner à laisser la monnaie d'argent se multiplier indéfiniment. Tout le problème consiste à régler les émissions, de façon à ce que le métal blanc conserve toujours la même valeur par rapport à l'or et que la plus grande uniformité, la plus grande sécurité règnent constamment dans les échanges.

Tout l'immense discours de M. Carlisle est résumé dans ces quelques lignes. Nous regrettons de ne pouvoir le reproduire *in extenso*; on y trouverait la condamnation définitive et sans rappel du frappage illimité de l'argent.

L'EXPÉDITION ALLEMANDE.

D'après une information de source spéciale, le comité de Togo aurait reçu de Brass, à l'embouchure du Niger, un télégramme du 3 mai, lui apprenant que l'expédition allemande est parvenue à Say, sur le Niger, et a conclu des traités avec les Sultans Badgamba, de Pama, et Adams, de Gourma, Bissongou, Méchali et Garu.

L'expédition a suivi ensuite le cours du Niger et a soutenu, à Bikini, au-dessous de Say, un combat dans lequel elle a été victorieuse.

A Karmanna, la petite vérole attaqua les porteurs de l'expédition, et celle-ci se débanda.

Le chef de l'expédition, le docteur Gruner, accompagné du docteur Dœring, se dirigea vers le Sud, afin de revenir à Wisahœhe, par la voie de Borgou; le lieutenant de Carnap revint à Brass avec les malades.

La guillotine à la barrière Saint-Jacques.

On sait qu'à Paris, la grande et la petite Roquette ont été désaffectées : celle-ci sera remplacée, dès la fin de l'année, par la maison d'éducation de Montesson, qui est à peu près terminée.

Quant à la grande Roquette, elle disparaîtra dans deux ou trois ans, lorsque seront achevés les immenses bâtiments de Fresnes-les-Rungis, qui recevront les détenus aujourd'hui répartis dans les diverses prisons de Paris.

Et déjà, on cherche un nouvel emplacement pour la guillotine, dont le maintien sur la place de la Roquette ne serait plus justifié, et l'on dit que les bois de justice seraient transférés à la barrière Saint-Jacques, revenant ainsi à l'endroit même fixé par l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1832.

Jusqu'aux premiers jours du dix-neuvième siècle, les exécutions capitales se sont faites un peu partout. Il y a juste cent ans, l'instrument du docteur Guillotin fonctionnait sur la place du Trône, où il avait été monté après de longues stations sur la place du Carrousel, sur la place de Grève et sur la place de la Révolution.

Le bourreau avait aussi coupé quelques têtes aux Halles, à la Croix du Trahoir et sur la place de la Bastille ; pendant le Consulat, il opère place de Grève ; l'endroit fut conservé jusqu'à la monarchie de Juillet ; en 1832, Sanson dut établir sa machine à la barrière Saint-Jacques ; la première exécution est à la date du 3 février, celle de Desoudrieux ; elle présente cette particularité qu'il y fut procédé au lever du jour, tandis qu'auparavant elle avait lieu dans la journée et souvent à quatre heures de l'après midi, afin que le public, d'ailleurs averti par les sonneurs de trompettes, y assistât plus nombreux.

Des motifs d'humanité avaient déterminé le choix de cet emplacement : distant du centre de la ville, il était voisin de la prison de Bicêtre qui enfermait alors les condamnés; ils y arrivaient en voiture par le boulevard Saint-Jacques.

L'étendue de cette place, la facilité des abords, permettaient, au besoin, un déploiement de forces considérable. A peine fût-elle affectée aux exécutions, qu'un grand nombre de propriétaires et de commerçants du quartier réclamèrent contre cette mesure. Il y eut contestation et les tribunaux furent saisis de l'affaire : l'administration municipale, obligée de défendre sa décision, obtint gain de cause.

Repoussés des voies judiciaires, la municipalité et la population de l'arrondissement ne cessèrent de réclamer par les voies amiables. Leurs protestations se poursuivirent pendant près de vingt ans ; enfin, au mois de mai 1851, elles furent envoyées par le ministère de l'intérieur à l'appréciation du préfet de la Seine, qui examina la requête de ses administrés.

Ils reproduisaient, cette fois, les termes d'une proposition déjà ancienne et demandaient qu'on substituât au rond-point de la barrière St-Jacques la place de la Roquette attenant à la prison qui, à cette époque, était devenue le dernier asile des condamnés à mort. Ayant étudié la question, le préfet, d'accord avec le procureur général, décida, au mois de novembre 1851, que dorénavant les exécutions se feraient sur la place de la Roquette. Trois semaines après, le 16 décembre, M. de Paris inaugurait ce petit emplacement.

LA MORT D'UN JÉSUITE.

Le R. P. Berbizier, supérieur de la Compagnie de Jésus, à Madagascar, depuis vingt-trois ans, vient de mourir à Majunga.

Le général Duchesne a prononcé sur sa tombe un discours émouvant.

Les généraux de Torcy, Voyron, tous les officiers et tous les colons assistaient à la cérémonie funèbre.

Dans le R. P. Berbizier, la France perd un de ses plus nobles, de ses plus intrépides enfants, la Compagnie de Jésus un de ses apôtres les plus héroïques. C'est lui qui a l'honneur de tomber le premier au champ d'honneur.

La dernière lettre qu'il adressait à Paris au R. P. Roblet, son compagnon de mission, débutait ainsi : *Memento mei cum permanseris in regno tuo.* Et il annonçait joyeusement son départ pour les avant-postes du Majunga. C'est là que l'attendait l'appel de Dieu, qu'il semblait si bien pressentir.

La dépêche qui annonce le douloureux événement ne donne aucun détail sur cette fin si prompte. Mais ceux qui connaissent le R. P. Berbizier n'ont pas de peine à croire qu'il se sera trop dépensé, trop prodigué, et qu'il a vite payé de sa vie son ardent dévouement à ses soldats.

Le R. P. Berbizier ne comptait pour rien, en effet, sa peine et sa fatigue. Il meurt de la plus belle mort que puisse ambitionner un religieux et un Français, sous le drapeau de la France, pour la civilisation chrétienne ; au milieu de ses compatriotes.

Les récriminations de la Grèce.

Les récriminations de la Grèce contre les agissements des Bulgares ne sont pas aussi imaginaires qu'on aurait pu le croire. Le prince Ferdinand, en raison de l'agitation qui a son foyer à Sofia, a adressé à une députation de notables macédoniens, qu'il avait fait appeler *ad hoc*, une mercuriale où on remarque ce passage :

"C'est avec douleur que moi et mon gouvernement avons suivi les agitations que l'on a suscitées parmi les Macédoniens qui habitent la principauté. Nous prévoyions que, loin de faire du bien à nos frères, de pareilles agitations n'auraient que des suites fâcheuses pour eux. Nous n'avons pas voulu prendre des mesures sévères contre ces manifestations qui n'avaient point dépassé les limites d'une agitation permise par la Constitution et par les lois ; mais nous étions vivement affligés de voir la défiance qu'elles faisaient naître contre la paisible population bulgare dans l'empire. Et, en définitive, il nous a fallu constater que ces manifestations inconsidérées ont eu pour conséquences une concentration de troupes sur nos frontières, l'augmentation de leurs armements, un renforcement des postes de gendarmerie et de police, l'irritation des autorités et de la population, etc. Tout cela pèsera sur les épaules de nos frères, sans qu'ils l'aient mérité.

C'est avec cette feinte componction que Victor-Emmanuel haranguait, en 1866, les impatients qui entretenaient l'agitation dans les provinces italo-autrichiennes.

EN ALGÉRIE.

Les journaux algériens se plaignent avec raison de l'hypocrisie sanitaire avec laquelle les éleveurs français combattent l'introduction du bétail algérien, sous prétexte que bœuf et moutons sont atteints de maladies infectueuses. On rappelle même à ce propos l'*ex abrupto*, du maire d'Orange qui, il y a quelques années, prit un arrêté,—du reste nul—enjoignant aux bouchers "d'avoir, dans leur magasin, un étal particulier pour ces viandes, séparé de celles du pays avec un écriteau portant en gros caractères l'inscription : *Afrique*, et de les marquer en rouge," sous prétexte que les bœufs et moutons africains sont de qualité "basse et inférieure." Constamment à la recherche du liard, les protectionnistes sont capables de tout et tout leur est bon, pourvu qu'ils puissent gripper quelques sous sur les consommateurs. Mais les Algériens, eux aussi, sont protectionnistes et aspirent à d'autres monopoles ; ce qui leur arrive serait donc bien fait et bien employé, si jamais on pouvait se réjouir du mal, même quand il doit servir d'exemple instructif.

Le salon du comte de Lobau.

Parmi tant d'armes maniées par des mains vaillantes et que l'on peut voir à l'exposition de la Révolution et de l'Empire, il en est une qui mérite bien une mention spéciale : c'est le sabre que portait le général Mouton, comte de Lobau, à la prise de Landshut, en 1809.

Les premières attaques faites contre la ville avaient été repoussées, les plus braves hésitaient. Napoléon s'impatientait, lorsqu'arrive auprès de lui le général Mouton, son aide de camp, venant lui rendre compte d'une mission.

—Vous arrivez on ne peut mieux, lui dit l'Empereur, sans le laisser achever, mettez-vous à la tête de la colonne d'assaut et enlevez-moi Landshut.

Mouton salut sans mot dire, tire son sabre à poignée de cuivre en panier, à lame recourbée et damasquinée, assure son grand chapeau d'un grand coup de poing, prend la tête des grenadiers, passe le pont sous un feu effroyable, fait enfoncer les portes et prend la ville.

Puis il revient auprès de l'Empereur et reprend le récit de sa mission où il l'avait laissé, sans dire un mot de la prise de Landshut.

Voyageurs arrivés à l'hôtel Grunewald.

F C Mann, Boston ; W A Chenoweth, Birmingham ; A C Hill, N Y ; G Bedell Moore, San Antonio ; Jno Dibert, Lutcher ; N W Nolley, Dallas ; B L H Water, Chicago, Ill ; S J Epstein, J J Knies, N Y ; C L Schleet, Natchez ; T J Freeman, Dallas ; L J Bowman, Cincinnati, O ; J D Morrison, femme et enfant, Mlle Earle Morrison, Orange, N J ; Mlle Laurenson, Mme E T James et enfant, Chicago, Ill ; L H Scott et femme, Sam'l P Gibson, Kenosha, Wis ; T L Albert et femme, St-Louis, Mo ; W M Hedges, Chattanooga, Tenn ; W P Richardson, N Y ; A T Lewis, Louisiane ; D J Batchelder, Jr, Haselhurst ; W M Fowler, Caroline du Nord ; M F Fowler, N C ; N O Craig, Omaha ; J T Ogden, Dallas ; J D Milner, Pine Bluff ; W A Goelledge, N Y ; P J Evans, Minneapolis ; R S Weinsheimer, Minneapolis ; R M Burns, Chicago, Ill ; W E Carpenter, B J Wagner, Cleveland, O.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

LE COMTE DE WALDERSEE.

La Chancellerie d'Allemagne.

Presse Associée.

New-York, 23 mai—Une dépêche de Berlin au *Herald* dit : Le bruit court que le prince de Hohenlohe désire résigner ses fonctions de chancelier de l'empire d'Allemagne.

Le comte de Waldersee est mentionné comme son successeur. On parle également du baron de Radowitz.

Le gouvernement se prépare activement à résister aux desseins de l'Angleterre qui vent annexer le territoire d'Amatongaland ; ce qui aurait pour conséquence de couper les communications de la république du Transwaal avec la mer.

Une circonstance nouvelle dans l'action de l'Allemagne est que cette puissance espère que la France l'aidera à mener à bonne fin son entreprise.

La Révolution dans l'Equateur.

Presse Associée.

New York, 23 mai—Une dépêche spéciale de Panama à un journal de New York dit que le steamer Loa apporte la confirmation de la prise de la ville de Machala, des armes et des munitions du gouvernement par les révolutionnaires.

La province entière de Manabi est sous les armes. Sa capitale, Porto Viejo, est au pouvoir des Patriotes de la "Honra Nacional."

Le général Yepez, des troupes du gouvernement, est prisonnier. Des groupes de jeunes gens de Guayaquil quittent la ville pour rejoindre les armées révolutionnaires.

Le gouvernement est complètement démoralisé. Son action officielle est en désaccord avec les décrets accordant une amnistie générale et appelant une session extraordinaire du Congrès pour décider une élection populaire.

Le secrétaire d'Etat Siarsi est en désaccord avec le général Flores, gouverneur de Guyaquil, à qui son commandement sera probablement enlevé.

Les docteurs Vela et Fernandez sont à la tête de la révolution. Ambato marche sur Quito à la tête de mille hommes.

Esmeralda est toujours au pouvoir du gouvernement, mais on craint une attaque prochaine des révolutionnaires désirant reprendre le port.

La mort de Marti.

Presse Associée.

Madrid, 23 mai—Les journaux espagnols attachent une grande importance au fait que José Marti, décrit comme l'âme de la rébellion, est mort, et que plusieurs chefs insurgés ont également été tués dans les récents engagements avec les troupes espagnoles.

Dans les Indes Occidentales.

Presse Associée.

Compenhague, 23 mai—Le gouverneur de Santa-Cruz, la plus importante des îles de la Vierge, dans les Indes Occidentales, qui forme avec St-Thomas et St Jean une colonie danoise, télégraphie que tout est tranquille et que rien n'est connu de l'insurrection annoncée à St-Thomas.

Argentine et Chili.

Pressé Associée.

Washington, 23 mai—Les craintes de troubles entre le Chili et la République Argentine semblent avoir disparu, d'après le message du président Uribari, de ce dernier pays, qui vient d'arriver à Washington. Il a été adressé au Congrès Argentin le 2 mai dernier, et il rapporte les progrès satisfaisants des négociations avec le Chili. Le Président fait également allusion au règlement de la difficulté avec le Brésil, au sujet des territoires des Missions, par l'arbitrage du Président Cleveland, et il ajoute que l'arrangement promet le renouvellement de la forte alliance existant antrefois entre le Brésil et la République Argentine.

M. Uribari fait remarquer qu'au milieu de la dépression générale dans le monde entier, les revenus de l'Etat ont beaucoup augmenté l'année dernière. Le montant total des exportations s'est élevé à $102,000,000 ; $9,000,000 de plus que les importations, montrant que l'avantage est du côté de la République Argentine.

Protestation de la Russie.

Presse Associée.

St Pétersbourg, 23 mai—Il est établi à St-Pétersbourg que le gouvernement russe a refusé d'accepter l'occupation militaire de la Corée par les troupes japonaises, et a demandé au gouvernement de Tokio de rappeler les garnisons qui y sont déjà installées.

Le procès de Wilde.

Presse Associée.

Londres, 23 mai—La foule était grande encore à la cour d'assises d'Old Bailey, aujourd'hui, lorsqu'a continué le procès d'Oscar Wilde.

En entrant dans la salle l'accusé avait un air hagard ; il s'est tenu pendant un certain temps près des sièges des jurés, conversant avec le révérend Steward Headlaw, un de ses répondants.

Lord Douglas de Harrick les a rejoints plus tard ; l'œil de ce dernier porte toujours les marques de sa rencontre avec son père, le marquis de Queensbury, dans Piccadilly mardi dernier.

Ce dernier se trouvait dans la salle d'audience ; il avait l'air gai et confiant.

Il a surveillé attentivement Wilde et a porté une grande attention aux témoignages. On a remarqué que Wilde évitait les regards du marquis.

L'accusé, Headlaw et lord Douglass ont tenu une conversation animée jusqu'au moment où le juge a pris place au tribunal.

Ils ont écouté attentivement les dépositions, pesant évidemment chaque mot aussi soigneusement que les avocats des deux parties. La conversation du trio a été un incident qui a attiré beaucoup l'attention et a causé nombre de commentaires. Mais les témoignages n'ont été que la répétition de ceux du procès précédent ; aucun nouveau détail n'a été donné.

A la fin de l'audience du jour, la cour s'est ajournée jusqu'à demain.

La crise en Corée.

Presse Associée.

Yokohama, 23 mai—Des dépêches reçues de Séoul donnent de nouveaux détails sur les troubles régnant en Corée. Il a été découvert que Bokuyeilla, élevé récemment au poste de premier ministre, a formé une alliance avec le représentant russe à Séoul.

Le comte Yuonye, le ministre du Japon en Corée, est parti pour son pays.

Chez lord Roseberry.

Presse Associée.

Londres, 23 mai—Le premier ministre, lord Roseberry, a reçu aujourd'hui un comité arménien. Le duc de Westminster se trouvait à la tête de la délégation. Les reporters n'ont pas été admis à la conférence.

Lord Rosebery n'a fait aucune réponse au comité, mais il a promis d'envoyer une lettre.

Nouvelles Américaines.

Le discours de M. Carlisle.

Presse Associée.

Memphis, 23 mai—Le ministre Carlisle a prononcé aujourd'hui à Memphis un long di-cours ; nous en extrayons les les passages suivants :

Au début, M. Carlisle déclare que la proposition de révolutionner notre système monétaire, et de détruire ainsi le crédit du gouvernement et de la nation, à l'intérieur et à l'extérieur, viole tous les engagements pris, dérange les valeurs d'échange, réduit les salaires au travail, chasse le capital du pays et apporte de sérieux obstacles au commerce entre nos citoyens et avec l'étranger ; c'est une mesure qui défie l'intelligence, le patriotisme et l'honneur commercial de tous ceux à qui elle est adressée.

Le ministre passe ensuite en revue l'histoire de l'emploi de l'or et de l'argent comme moyen d'échange, et déclare que la proportion de métal servant aux transactions des affaires de ce pays est si infime qu'elle est inappréciable ; si infime en fait, que sa suppression ne serait pas remarquée s'il y avait un papier représentant les monnaies désaffectées.

Quoique nous ayons aux Etats-Unis l'étalon d'or, dit M. Carlisle, notre stock actuel d'or en barres et monnayé ne forme qu'un montant d'un tiers environ des moyens d'échange en circulation ; un état de choses qui aurait été inconcevable il y a seulement quelques siècles.

Après avoir cité diverses autorités dans la question du bimétallisme, le ministre dit qu'il est proposé aux Etats-Unis d'établir, sans la coopération de tout autre gouvernement, par une loi, que tout métal argent en barres ou en monnaies étrangères présenté aux Monnaies devra être frappé, aux frais du gouvernement, en dollars d'argent, à la parité avec l'or de 16 à 1, et que ces dollars seront délivrés à ceux qui apporteront le métal et aux populations des Etats-Unis, mais que la loi n'obligera pas les autres à les recevoir comme des dollars de valeur entière. De sorte que nos débiteurs auront le privilège de nous payer en argent, pendant que nos créanciers auront le privilège d'exiger de l'or.

L'essai de la frappe libre des deux métaux, sans tenir compte de l'étalon, et de les maintenir en circulation en même temps, a été fait par presque toutes les nations civilisées, et a toujours été un insuccès. Notre pays n'est pas sans expérience en la matière, et le résultat a été le même que pour les autres.

Tous ceux qui ont donné, ou qui ont été entraînés à donner leur appui à cette politique révolutionnaire, sur l'assurance qu'elle procurerait plus d'argent au pays pour ses transactions, seront grandement désappointés, car ils trouveront, quand il sera trop tard, qu'au lieu d'avoir plus d'argent ils en ont moins, et qu'il a diminué de valeur.

Le ministre s'étend longuement sur les travaux du comité du Sénat en 1891, 92 et 93, au sujet des prix du travail et des salaires accordés, pour une période aussi longue que les statistiques établies le permettaient.

L'enquête a couvert 52 années et a embrassé toutes les occupations dans lesquelles les populations ont été engagées, et le fait a été unanimement reconnu que malgré une période de dix-huit années écoulée depuis la soi-disant législation de l'argent, les salaires étaient plus élevés qu'en 1872 et 73.

Ils étaient de près de 61 0,0 plus élevés qu'en 1860, treize ans avant cette législation, et de plus de 8 0,0 qu'en 1873, quand la législation a été adoptée.

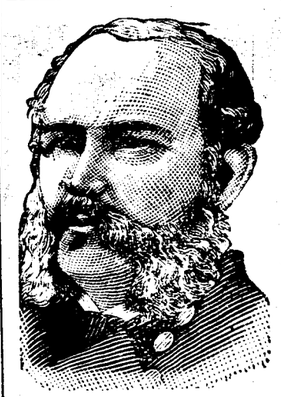
M. Carlisle rappelle ensuite les arguments de son discours de Covington sur la distribution nationale d'une monnaie dépréciée.

Il conclut ainsi : En ce qui concerne la quantité de nos monnaies d'échange, nous avons une ample provision pour tous les besoins, mais sous le système actuel elle n'est pas convenablement distribuée, et elle est insuffisamment élastique pour faire face à tous les changements que requièrent les affaires aux diverses périodes de l'histoire du Pays.

Les Etats-Unis devraient abandonner entièrement les affaires de banque, par le rappel de l'émission arbitraire et forcé des billets, et donner aux populations l'occasion de s'approvisionner elles mêmes de monnaies d'échange suivant leurs moyens et leur crédit, obligeant ainsi chaque communauté à faire usage de ses propres ressources, quand il sera nécessaire, et à fixer la circulation, de période en période, suivant les demandes du commerce légitime.

De quelle façon cette réforme peut être accomplie ? est une question qui a déjà attiré l'attention du peuple et des autorités, et qui continuera sans doute à être discutée, et qui, si elle n'est pas parfaite, a au moins le mérite d'une grande amélioration du système actuel.

En attendant, notre premier devoir est de conserver l'étalon actuel et de maintenir les monnaies en circulation dans le pays à la hauteur de leur puissance d'achat.



LE GÉNÉRAL SCHOFIELD.

Sa candidature à la Présidence.

Presse Associée.

Atlanta, Georgie, 23 mai—Un représentant spécial du *Journal* envoyé à Houston, à l'occasion de la réunion des Confédérés, télégraphie que la visite du général Schofield a causé une sensation politique.

Il est établi à Houston que le général sera candidat à la présidence des Etats-Unis, et que sa visite au camp militaire de Memphis, d'abord, et sa présence à la réunion des Confédérés de Houston, n'ont pour but que l'intérêt de sa candidature. Les généraux Wheeler et Johnston, chef du parti de la frappe libre de l'argent, dans l'Alabama, ont, dit-on, conçu le plan de cette affaire.

On dit que c'est un moyen d'obtenir le vote des anciens soldats et la nomination du général Schofield sur un ticket de frappe libre.

Tout ceci est démenti par le général, mais les commentaires à Houston sont si généraux et faits si ouvertement qu'il semble y avoir quelque vraisemblance dans cette nouvelle.

On croit maintenant que le speaker Crisp faisait allusion au général Schofield quand il a parlé d'un homme de l'Ouest ayant place dans les annales de la guerre.

Les Confédérés à Houston.

Presse Associée

Houston, 23 mai—Le temps était clair et agréable ce matin, mais les rues étaient trop houeuses pour la parade des vétérans qui a été renvoyée à demain.

D'après les apparences, la prochaine réunion aura lieu à Richmond, en Virginie. Les villes de Charleston et de Memphis ont beaucoup lutté pour l'obtenir. La majorité de la délégation de l'Alabama est en faveur de Richmond, et les partisans d'Atlanta craignent d'être battus.

Mme William Rice a donné ce matin, à l'hôtel du Capitole, une réception en l'honneur de Mademoiselle Winnie Davis. Ce sera le tour de Mme S. K. Milbenny ce soir.

Le capitaine J. A. Chalaron, de la Nouvelle-Orléans, a donné aujourd'hui à la Presse Associée un rapport succinct de la question constitutionnelle.

A la réunion de la Nouvelle-Orléans, dit le capitaine, un comité a été nommé pour élaborer une constitution devant être soumise à Birmingham l'année dernière ; j'ai été nommé président.

Le comité a travaillé consciencieusement et s'est entendu sur un projet de constitution dont la copie a été envoyée à tous les camps alors organisés.

Je n'ai pu assister à la réunion de Birmingham, ainsi que plusieurs autres membres du comité, mais nous avons envoyé notre rapport avec tous les documents nécessaires pour donner des renseignements complets.

Voyant l'absence de plusieurs membres du comité, motion a été faite de les remplacer.

C'est ce qui a été décidé, et le colonel John C. Underwood a été nommé président.

Au lieu de prendre la constitution, fruit de notre travail, le nouveau comité en a fait une autre. Le dernier jour de la convention, à la dernière heure, et comme l'a dit le général Gordon, presque à la dernière minute, le comité a présenté son rapport et la constitution a été acceptée sans être lue.

Les vétérans ont protesté contre elle dès qu'ils ont eu l'occasion de prendre connaissance des nouveaux règlements. L'armée du Tennessee a été la première à protester.

D'autres ont fait de même et le général Gordon, en présence de ces objections, aussi bien que des siennes propres, a refusé de promulguer la nouvelle constitution, et a déclaré les clauses suspendues jusqu'à la réunion de Hou-ton.

Le général Stephen D. Lee et son comité travaillent ce matin à l'élaboration d'un nouveau projet.

A la réunion de midi de l'association confédérée le rapport suivant du général Stephen D. Lee a été adopté : "Nous ne pouvons trop recommander à nos populations la grande importance qu'il y a à éviter, autant qu'il est possible, l'achat de livres et d'ouvrages qui ne traitent pas justement le Sud et rapetissent sa gloire.

Un exemple de cette littérature est l'*Encyclopedia Britannica* qui, tout en étant une œuvre d'un mérite exceptionnel dans beaucoup de détails, abonde en de telles altérations des faits historiques ayant trait au Sud, qu'elles ne peuvent être que le fruit de l'ignorance ou de la méchanceté, et un plus flagrant exemple de malignité est la réédition de cet ouvrage maintenant annoncée dans les journaux du sud.